

Témoignage d'un prisonnier d'opinion,
Younis Al-Nasiri,

SUR LES ÉMEUTES DANS LA PRISON CENTRALE DE JAU

EN AVRIL 2021 À BAHREÏN



Moi, Younis Al-
Nasiri, détenu à la
prison centrale de
Jau, écris mon
témoignage du
bâtiment 15 et
jure de ne dire rien
que les faits et la
vérité

juin - 2021

Témoignage d'un prisonnier d'opinion, Younis Al-Nasiri, sur les émeutes dans la prison centrale de Jau – En avril 2021 à Bahreïn. *Traduit par Savine Gilibert.*

Moi, Younis Al-Nasiri, détenu à la prison centrale de Jau, écris mon témoignage du bâtiment 15 et jure de ne dire rien que les faits et la vérité.

(Forum des droits humains à Bahreïn – SALAM for Democracy and Human Rights)

Introduction

Le Forum des droits humains à Bahreïn et SALAM for Democracy and Human Rights publient ce long témoignage du prisonnier d'opinion Younis Al-Nasiri, qui a été détenu arbitrairement dans le bâtiment 15 de la prison centrale de Jau. Le témoignage éclaire sur la nature des détériorations dans les conditions d'emprisonnement et les violations qui se sont produites pendant les émeutes dans la prison en avril dernier.

Les contours du témoignage sont les suivants :

- Prisonnier d'opinion, Younis Al-Nasiri
- La situation des prisonniers politiques à la prison centrale de Jau
- La réalité des conditions sanitaires
- La manifestation du 17 avril dans le Bâtiment 13
- Le « 17 avril sanglant »
- Des traces de sang sur les murs, partout
- 8 jours et les blessures, les ecchymoses, et les traces de sang sont toujours présentes
- Le ministère public fabrique l'évènement et forge la vérité

Remarque : cette déclaration a été authentifiée le 17/05/2021.

Prisonnier d'opinion, Younis Al-Nasiri

Younis Abdel Aziz Mansour Hussein Ahmed Al-Nasiri, né le 28 mars 1997, a été arrêté arbitrairement le 31 octobre 2018. A l'endroit de l'arrestation, Younis a été sévèrement battu et a souffert de traitement dégradant. Dix jours après le jour de son arrestation, il a été soumis à une disparition forcée jusqu'au 9 octobre 2018 quand il a été transféré à la prison centrale de Jau. Younis a informé sa famille qu'il était détenu dans le bâtiment des enquêtes criminelles et, que pendant cette période, il a été soumis à divers types de torture physique et psychologique tels que des chocs électriques, des coups incessants, privation de sommeil, et a été forcé à se tenir debout pendant de longues heures parmi d'autres formes de mauvais traitements.

Dans la prison centrale de Jau, il a été privé trois fois de communication parce qu'il a publié des faits à propos des mauvais traitements des prisonniers dans l'enceinte de la prison. Il a été jugé pour 7 affaires politiques et condamné à une peine de prison de 24 ans. Il y a toujours des affaires pour lesquelles il attend la condamnation.

Avant son arrestation, il a été soumis à des poursuites illégales pendant deux ans, période durant laquelle sa résidence familiale a été perquisitionnée plus de 20 fois illégalement et violemment, tandis que la famille était traitée durement par les autorités de sécurité. Deux de ses frères, Mirza et Ali, ont été arrêtés pour faire pression sur lui afin qu'il se rende. Ils ont été relâchés plus tard, après 40 jours de détention arbitraire.

Ce qui va suivre est la transcription des déclarations complètes du prisonnier d'opinion Younis Al-Nasiri

La situation des prisonniers politiques dans la prison centrale de Jau

Les prisonniers politiques sont détenus dans huit bâtiments séparés : le Bâtiment 7 qui est dédié aux icônes des leaders de l'opposition ; le Bâtiment 1 renferme des prisonniers dans le couloir de la mort ; le Bâtiment 21 – dans lequel plus de 350 prisonniers sont détenus – est le bâtiment où l'épidémie du COVID-19 s'est déclenchée et continue de sévir aujourd'hui ; le Bâtiment 23, salle 1 dans laquelle il y a plus de 120 prisonniers ; et les Bâtiments 12, 13 et 14 qui sont les bâtiment dans lesquelles plus de 700 prisonniers sont détenus, et où il ont la plus grande part des restrictions, des renforcements de sécurités et des privations de droits à cause de leurs longues condamnations. Aujourd'hui, 70 prisonniers politiques et moi sommes dans le Bâtiment 15 – on l'appelle le « Repaire de la Torture » – car nous sommes isolés du reste des bâtiments de la prison à cause des événements récents qui ont été causés par l'administration pénitentiaire et le ministère de l'intérieur.

Le Bâtiment 22 détient des criminelles et est utilisé par l'administration pénitentiaire comme le centre des apparitions médiatiques scénarisée. Alors que les portes des cellules du bâtiment sont ouvertes presque toute la journée et que les prisonniers là-bas profite d'un luxe qui n'est pas donné aux autres prisonniers dans les autres bâtiments, si des circonstances devaient survenir, l'administration pénitentiaire userait de ces conditions à son avantage pour filmer le bâtiment et diffuser les images. Les portes des sales de prières sont ouvertes et la salle de classe est organisée et arrangée pour accueillir la tournée médiatique à venir. Dans le cas d'une visite d'un diplomate ou d'une délégation des droits humains, leur destination sera toujours le bâtiment 22 et sa façade d'adhésion aux droits humains. Ils ne visiteront pas les autres bâtiments où il y a les prisonniers politiques victimes de conditions dégradantes et de torture.

La réalité des conditions sanitaires

A propos de la situation des conditions sanitaires en prison ces dernières années, je ne vais pas aller dans les détails sur la mort des victimes de torture, de mauvais traitements, ou encore de refus de traitement médical. Ce sont des détails que vous connaissez, par exemple dans les cas de Muhammad Mushaima, Muhammad Sahwan, Abbas Malallah, et d'autres encore qui sont sortis de prison avec pleins de maladies. Le dernier incident à propos de victimes de privation de traitement médical et de complications a mené à la mort d'un jeune homme, Sayed Kazem Al-Sahlawi.

Je vais rapidement me concentrer sur la situation des conditions sanitaires dans laquelle nous vivons aujourd'hui et qui est de plus en plus catastrophique chaque jour. Une situation où des tumeurs apparaissent chez un nombre de prisonniers comme s'il s'agissait d'un simple rhume et pour lesquelles aucune action efficace n'est prise pour sauver ceux qui sont touchés. C'est le cas par exemple de frère Hussein Al-Sahlawi aujourd'hui et de pleins d'autres encore. Il y a aussi le cas des traitements retardés et longs dont la dernière victime était le prisonnier Hussein Al-Bayaa' et son appendice explosé. Il y a aussi eu le retard de transfert vers l'unité de soins intensifs du prisonnier Muhammad Al-Da'sky – même si une décision de libération a été prise plus tard – alors qu'il y avait des demandes récurrentes laissées sans réponse de ses codétenus qui ont duré plus de 9 jours de le transférer. Par ailleurs, Al-Da'sky est toujours dans le coma et a été transporté à l'hôpital mais après des retards antérieurs. Il y a aussi les cas de ceux dont la santé s'est empirée à cause des maux de cœur dont ils souffrent, tels que Mansour Khalaf, Hussein Mahdi, and Jaa'far Al-Jamri.

Ce n'est sans compter les maladies de peaux, de l'œsophage et de vue, dont presque aucun n'est épargné. Cela a mené à la récente épidémie du COVID-19 dans la prison. La mort de la victime de négligence médicale, Abbas Malallah, est le résultat d'une procrastination et d'un mépris certain pour nos âmes pendant que nous sommes enchaînés derrière les murs de la mort.

La protestation du 17 avril dans le Bâtiment 13

Toutes ces accumulations ont rendu inévitable notre mouvement afin de faire entendre nos voix hors de ces murs. Après avoir reçu la nouvelle du décès d'Abbas Malallah, nous étions dans le Bâtiment 13 privés de soleil pendant une semaine et privés de communication avec l'extérieur pour faire entendre nos voix parce que nous étions en train de publier les détails du désastre causé par le COVID-19 dans les prisons. Le lendemain de la mort d'Abbas Malallah, les prisonniers de la cellule 8 sont sortis dans le couloir et ont déclaré « Nous n'accepterons pas que les portes des cellules nous soient fermées après aujourd'hui, où il y a une mort inévitable due aux urgences ou aux maladies chroniques. » Les prisonniers de la cellule 3 sont sortis avec eux après environ une semaine lorsqu'ils ont obtenu l'autorisation de le faire. **Leurs trois demandes étaient :**

- Premièrement : tenir pour responsables les personnes impliquées dans la mort de Malallah.
- Deuxièmement : La remise en liberté immédiate de nous autres, prisonniers d'opinion.
- Troisièmement : Jusqu'à ce que l'administration pénitentiaire se réfère à une autorité compétente sur la question des remises en liberté et jusqu'à ce qu'elle admette qu'elle n'est pas capable de gérer la situation sanitaire catastrophique qui en train de se produire en prison, nous ne fermerons pas les portes des cellules, comme dans le cas du Bâtiment 22.

Les demandes ont été rejetées, et ils ont été menacés. Les prisonniers ont refusé d'entrer dans leurs cellules, exigeant de rencontrer une personne officielle autre que l'administration pénitentiaire qui était impliquée dans tout ce qui s'est passée. L'affaire n'a pas été traitée sérieusement, au contraire, ils se disputaient avec les prisonniers lors du sit-in, soit pour les menacer davantage, soit pour tergiverser sur la question.

Les jeunes ont protesté pacifiquement jusqu'à leur dernier souffle pendant le sit-in, puis deux cas venant de notre service qui souffraient de maux de cœur depuis un temps ont été transférés au complexe médical de Salmaniya. Sans la pression mise en oeuvre par ces jeunes, ils n'auraient jamais été transférés. L'administration, elle, faisait pression de diverses manières, l'une d'entre elles étant de priver de médicaments pendant deux semaines, ce qui

a causé des cas sévères de fatigue chez certains patients qui avaient la drépanocytose, du diabète, de la tension artérielle et des problèmes cardiaques, ignorant ainsi la règle la plus fondamentale de l'humanitarisme.

Le 17 avril sanglant

Le samedi 17 avril, après la fin de la prière de midi, le couloir était fermé. Nous avons été surpris de voir les forces de sécurité en grand nombre - les soi-disant forces anti-émeutes - accompagnées par de nombreux officiers de différents rangs militaires venant de l'administration pénitentiaire, ainsi que du ministère de l'intérieur. Ceux qui étaient présents dans notre bâtiment et supervisaient le processus de répression et les abus étaient Abdulsalam Al-'Oraifi, le directeur des prisons ; Hisham Al-Ziyani, le directeur pénitentier ; le major Su'oud Falah ; le capitaine Ahmed Al-Emadi et d'autres encore. Le processus de répression et de tabassage des jeunes qui manifestaient dans le couloir a commencé, alors nous avons frappé aux portes des cellules et scandé le *takbeer* en protestation contre ce qui arrivait à nos camarades en termes d'abus et de coups. Les officiers et les autorités venaient à nous et nous menaçaient depuis les fenêtres des portes, nous injuriant et nous faisant des gestes obscènes, menaçant de « nous allons vous tuer ».

Cela nous a rendu encore plus en colère et aucun d'entre nous n'était intimidé. En raison de la gravité de ce que les jeunes hommes dans les cellules ont été témoins des abus haineux contre nos frères dans le couloir, nous avons commencé à jeter des bouteilles de déodorant et de shampoing et à verser de l'eau seulement dans le but de soulager la pression subie par les prisonniers qui étaient battus dans le couloir. Ce n'était qu'une question de minutes avant que tous les manifestants soient emmenés hors de la cellule 8, tabassés et abusés - ils essayaient juste de frapper n'importe où. La salle était remplie du sang des prisonniers, et nous les avons vu les sortir sans pitié de la salle, le martèlement sur les portes résonnant encore à cause de l'intensité avec laquelle nous avons protesté contre ce qui se passait.

Après quelques secondes, les forces anti-émeutes, Capitaine Al-Emadi, et de nombreux officiers se sont rassemblés devant la porte de la cellule 11. Ils ont ouvert la fenêtre de la porte et ont jeté une grenade paralysante. Ils ont ouvert la porte et ont essayé d'entrer dans

la cellule où les détenus ont résisté autant qu'ils pouvaient, les empêchant finalement d'entrer. Ils ont même jeté 5 grenades dans la cellule successivement, si bien que la cellule était remplie de grenade et de spray au poivre que les officiers jetaient. Les détenus ont alors été forcés de battre en retraite. Leur officier s'est avancé et a promis que personne ne serait blessé et a demandé à ce que les jeunes hommes quittent la cellule un par un. L'un d'entre eux est sorti, et nous avons vu de la fenêtre de la cellule comment les autorités se sont approchées de lui : avant que ses pieds ne puissent toucher le sol, il a été battu et frappé par tous les officiers.

Suite à cela, les prisonniers ont refusé de quitter la cellule, et ont dit à l'officier « Nous sommes tous dans notre cellule, que voulez-vous de nous ? Sortez et fermez la porte, nous ne quitterons pas nos cellules après avoir été témoins de ce que vous venez de faire à nos frères. » Mais après que l'officier ait prêté serment, les détenus ont cédé à leur demande d'entrer. Les autorités sont entrées rapidement dans un mouvement brusque et ont continué de frapper lourdement les prisonniers. Sa'eed Al-Imam a subi beaucoup de blessure, dont une à l'œil, et s'est évanoui. Sadeq Al-Alwani et Sayyed Alawi Al-Wada'i ont subi diverses blessures partout sur le corps.

Ils les ont emmenés en dehors de la cellule et tout le monde dans la cellule a vu – de leurs propres yeux – Sayyed Alawi être brutalement frappé, le sang recouvrant ses mains et sa tête lorsqu'il était assis. Ils nous ont tous emmenés au comptoir de la réception où les coups se sont intensifiés, le fléau ne s'arrêtait pas. Puis, ils nous ont fait monter dans des bus pour nous emmener dans le Bâtiment 15, et dans le bus nous avons encore subi une autre tournée de traitement cruel et brutal. Quelqu'un, possiblement nommé Ahmed Freeh, chantait « Nous allons écraser les Chiites », en nous mettant ses maladies sectaires sur le dos, et en demandant au prisonnier Ali Mahdi de mettre ses chaussures dans sa bouche. Ali, qui était menotté, a refusé et a été jeté sur le ventre, après avoir été frappé. La personne qui a le plus souffert d'abus et de coups fut Sayyed Alawi Al-Wada'i. Ses lunettes ont été cassées – il n'en a toujours pas de nouvelles à ce jour – un de ses yeux a souffert d'une blessure, ainsi que sa tête, et il a été sérieusement frappé sur tout le corps. Sa condition a subsisté comme cela jusqu'à ce que les plaies se soient refermées toutes seules, mais la douleur est restée.

La cellule 11 a payé la taxe de non-entrée pour le reste des cellules, les sauvant des abus. Cette cellule a changé l'état d'esprit de ceux en charge de la sinistre opération de sécurité et a porté les fardeaux afin d'épargner tout le monde du cycle criminel planifié ce jour-là.

Des traces de sang sur les murs, partout

Il était midi passé et les restes des crimes étaient toujours présents partout ; du sang était dispersé sur les murs, dans les couloirs, partout. Les prisonniers ont été transportés dans le Bâtiment 15 et ils y ont re-subi des abus comme ils en subissaient ici. Je reviendrais sur ce qu'il s'est passé dans ce bâtiment plus tard. Nous avons été privés de *fitoor* et d'eau le premier jour, et les autorités sont venues avec une collection de preuves médico-légales tandis que les officiers continuaient de jouer leur mascarade. Les portes des cellules ont été pilonnées et *takbeer* a été fait, condamnant ce qui s'est passé et ce qui a continué de se produire jusqu'à leur retrait. Nous avons également été privé de notre repas *suhoor* et d'eau le premier jour, et personne n'est entré dans notre salle pendant deux jours. Nous avons aussi été privés de nourriture et d'eau lors de ces deux jours, seulement réduit à un biscuit qu'ils nous donnaient à l'iftar. Nous avions la même chose pour notre repas de *suhoor* car la nourriture était rare à la cantine des prisons. On buvait l'eau des robinets de la salle de bain, qu'ils coupaient pour de longues périodes, tout comme le système de climatisation. Lors du troisième jour, nous avons été autorisés à boire de l'eau, mais l'administration pénitentiaire a délibérément emmené un tortureur (son nom est Besai) de la communauté asiatique pour nous donner de la nourriture, mais nous avons refusé d'accepter le petit-déjeuner. Nous avons entamé une grève de la faim de deux jours, exigeant qu'ils ramènent nos frères et révèlent leur sort. L'administration a continué dans son entêtement et, de fait, nous a envoyé des menaces.

8 jours et les blessures, les ecchymoses et les traces de sang sont toujours présentes

5 jours après l'incident et la grève de la faim, le prisonnier Ja'afer Al-Jamri, affecté de problèmes au cœur, s'est évanoui et a été transféré au complexe médical Salmaniya après

que sa condition fut déterminée comme critique. En même temps, Muhammed Hadi s'est également évanoui mais a refusé le traitement et a été transféré dans le Bâtiment 15 avec ses codétenus.

Le lendemain, le 22 avril, ma condition s'est empirée après la prière de midi. Après une heure, j'ai été transféré à la clinique et examiné, mon pouls et mon taux de sucres n'étaient pas normaux, et ma pression artérielle et ma température étaient élevées. J'ai été testé pour le COVID-19 et j'ai ensuite refusé le traitement, exigeant que l'on me révèle le sort de mes frères. J'ai été isolé dans le Bâtiment 6 avec des prisonniers asiatiques pendant deux jours, malgré mon test montrant que je n'étais pas infecté. Lors de ces deux jours, j'ai été interrogé par des lieutenants dont certains étaient sympathiques et d'autres qui me menaçaient d'arrêter ma grève de la faim. L'un d'eux est venu me voir et m'a dit avec dérision : « Tu ne retourneras pas dans le bâtiment tant que tu n'auras pas arrêté ta grève de la faim ». Je lui ai répondu « même si je meurs ? ». Je savais alors que m'isoler était une tentative d'atténuer ma prise de position et une punition pour me dissuader de faire la grève de la faim. Après quelques problèmes, j'ai été transféré et isolé avec mes frères à l'aube du bâtiment ce jour-là. J'ai rencontré les prisonniers qui étaient dans un état que vous ne souhaiteriez pas à votre pire ennemi. Même si 8 jours se sont écoulés depuis leur arrivée au Bâtiment 15, les traces de cicatrices, d'ecchymoses et de sang étaient toujours visibles sur leurs corps. Quand je suis arrivé au Repaire de la Torture, ils avaient apporté des vêtements pour certains d'entre eux. Cela signifie que jusque 8 jours après l'incident, ils sont restés dans leurs vêtements ensanglantés sans se laver. Les frères m'ont raconté tout ce qui leur était arrivé.

Depuis l'incident et jusqu'à leur arrivée au Bâtiment 15, les prisonniers ont dormi enchaînés et menottés pendant deux jours sans couverture ni matelas. Au bout de deux jours, ils ont reçu des couvertures et des matelas, mais ils sont restés encore 6 jours avec des chaînes et des menottes, et 8 jours dans leurs vêtements souillés. Après environ 10 jours ou plus depuis l'incident, le ministère public est venu voir les hommes au bâtiment des visites, mais ces derniers ont refusé de les voir car il n'y avait aucune garantie pour quiconque quittant le Repaire de la Torture contre le fait d'être à nouveau soumis à la torture et aux abus. En premier lieu, il n'y a aucune crédibilité ou honnêteté dans le ministère public, qui avait

ignoré les messages et les appels depuis le premier jour du sit-in des prisonniers jusqu'au jour de l'incident.

J'ai également été surpris qu'ils m'aient approché, comme ils l'ont fait à l'autre, plus de 3 fois pour que je rencontre le procureur adjoint. J'ai refusé, demandant la présence de mon avocat. Lors de la dernière tentative, le procureur adjoint est venu dans l'immeuble et était dans le bureau du lieutenant. Le sergent m'a interrogé devant le procureur adjoint sur mon refus, et je lui ai répondu : « Je veux d'abord rencontrer mon avocat, et je vous l'ai dit plus d'une fois. Si l'administration a un problème avec cela, alors cela ne me dérange pas de rencontrer l'accusation. » Je voulais me protéger contre eux, car je ne savais pas s'ils allaient m'impliquer dans l'affaire avec les prisonniers ou quoi que ce soit d'autre ; leurs scènes et leurs actes se confondent dans leur jeu.

Le ministère public fabriquant les événements et forgeant la vérité

Après quelques promesses des procureurs adjoints et de l'administration de ne faire de mal à personne pour assurer la sécurité des jeunes hommes, un groupe d'entre eux est allé rencontrer l'accusation. L'objectif de l'enquête des procureurs adjoints était de recueillir certains des aveux des hommes en les identifiant et en les condamnant sur la base de courts clips vidéo coupés à quelques secondes. Les hommes ont demandé à l'accusation de diffuser toutes les vidéos dans leur intégralité et de ne pas découper la vérité catastrophique qu'ils ont vécue – des clips d'eux en train de se défendre ont malheureusement été utilisés pour les condamner.

Le ministère public a continué à fabriquer son propre scénario et a déclaré que la seule autorité compétente pour mettre la main sur l'ensemble des vidéos était l'Unité des enquêtes spéciales. Cet organe a poursuivi le scénario, enquêtant du même souffle sur ce qui faisait l'objet d'une enquête par le ministère public. Enfin, environ deux semaines après l'incident, certains des hommes ont été emmenés chez un médecin, qui n'a rien ajouté de nouveau à l'affaire et n'a même pas demandé que les hommes soient transférés afin qu'ils reçoivent un traitement approprié. Finalement, plusieurs personnes sont venues et se sont identifiées

comme étant affiliées à l'Ombudsman, pour continuer le scénario qu'ils avaient tous commencé. Ils se sont arrêtés dans une cellule ou deux, et dans la cour, pressés dans leurs démarches pour obtenir les images qui ont été récemment diffusées, selon ce qu'on a entendu.

Mon frère et moi sommes toujours isolés dans le Repaire de la Torture du Bâtiment 15. Nous ne sommes à l'abri d'aucune vengeance dans les prochains jours. Nous en avons mentionné certaines qui se sont produites ces derniers jours, telles que le transfert de certains à l'isolement, l'immobilisation d'hommes de certaines cellules et leur aspersion à nouveau de gaz au poivre, les laissant enchaînés pendant trois jours, ainsi que d'autres violations en guise de représailles.

Nous sommes convaincus que la poursuite du mouvement et de nos revendications et la mise en lumière de la réalité de la situation des détenus est le gage de notre sécurité et de l'absence de représailles envers nous.

Fin.



Salam for Democracy and Human Rights

English: @salam_DHR | Russian: @SalamDHR_RU | Spanish: @SalamDHR_ES | Arabic: @SalamDHR_Ar
www.salam-dhr.org | info@salam-dhr.org



@Salam_DHR



/SalamDHR1



Salam DHR



@MontadaBahrain



BFHR

| www.bfhr.org